



© Duluoz Cate flickr

MIGRATIONS

Des espaces-refuges pour résister

> Sophie DJIGO (*) et Xavier BRIKÉ (**)

Au plus fort de la crise de l'accueil qui culmine en 2015, des élans massifs de mobilisations citoyennes voient le jour. Des milliers de personnes se pressent pour accueillir – aux frontières et dans les gares – les rescapés des conflits militaires syriens. De tous les âges, ils ont été déracinés par la guerre et contraints à fuir leurs territoires vers des lieux sûrs. Leurs conditions, leurs histoires, leurs expériences vont frapper les imaginaires et bâtir les assises de solidarités d'une ampleur nouvelle.

Le traitement médiatique et politique des parcours d'exilé-es a ici fait naître des envies d'engagements. Des réponses pragmatiques – telles que les nombreuses formes de soutien aux personnes exilées – vont démystifier les altérités de ces voyageur-ses de l'exil et ouvrir la voie à de nouvelles adalphités. Se construisent, dès lors, des savoirs de vécus pour celles et ceux qui ont pu entendre les récits de ces naufragé-es tout en vivant à leurs côtés. Dans le même temps, de nombreux volontaires s'organisent aux quatre coins de l'Europe. Dans leurs sillons, les rejoignent des acteurs associatifs, des collègues ou des voisin-es touché-es par leurs propos et leurs expériences. Tous et toutes embrassent un même intérêt, humain et solidaire. De nombreuses personnes se

considérant comme «apolitiques» et ne soutenant habituellement pas «l'accueil» des personnes migrantes s'impliquent de façon plus appuyée aux frontières, dans des campements ou encore dans la sphère privée. Des interventions humanitaires s'érigent dans l'urgence, tandis que des trajectoires plus militantes, voire radicales se mettent en place. Peu à peu, de véritables organisations citoyennes voient le jour et charrient des pratiques inventives qui viennent enrichir les dispositifs associatifs et les réponses institutionnelles apportées aux personnes requérant l'asile.

Des engagements au féminin

À côté des mobilisations «classiques», plus familières, plus «visibles», qui portent la parole et l'action des sans-

voix dans l'espace public, ces élans rebattent les cartes des mobilisations solidaires. Les pratiques inventives évoquées investissent d'autres lieux, parfois invisibles, où se jouent des mobilisations «discrètes».

Nous héritons de l'Antiquité grecque un partage politique très genré des espaces, répartis entre la *domus* et l'*agora*. L'*agora* est le lieu exclusif du politique, des discours, de l'exercice de la citoyenneté, de l'élaboration des lois – toutes tâches réservées aux hommes libres. La *domus*, sphère privée, est le royaume du féminin, concentrant les tâches liées à la reproduction et à la production : enfantement, élevage des enfants, tenue de la maison, travail des esclaves. Cette partition grecque, athénienne et antique, a d'emblée posé le problème de la reconnaissance des «métèques»

et des femmes comme sujets politiques. Corrélativement, elle interroge aussi les espaces où se déploient le politique et les formes qui en découlent.

Or, lorsque le soutien aux migrant·es s'incarne dans des pratiques d'accueil citoyen, la frontière entre ces espaces s'en retrouve complètement brouillée. L'accueil citoyen n'est pas une forme anthropologique traditionnelle d'hospitalité, mais bien une hospitalité militante, conditionnée par des politiques considérées comme injustes et violentes par les citoyen·nes. L'accueil devient alors un instrument d'opposition. Il s'agit également d'une forme nouvelle d'exercice de la citoyenneté, qui se tient dans la sphère privée de la *domus* et est largement investi par les femmes.

Le glissement vers une hospitalité militante

L'intimité des relations entre les hôtes construit des convictions humanistes et politiques qui participent à insuffler des désirs de lutte et de nouveaux imaginaires. Les enquêtes de terrain sur lesquelles s'appuient nos propos, ainsi que les nombreux travaux consultés, montrent que depuis 2015 est apparue une impressionnante effervescence de mobilisations en faveur des personnes exilées. Ces implications évoluent bien souvent vers de meilleures compréhensions des contextes dans lesquels sont décidées les politiques migratoires ainsi que des enjeux qui y sont associés. La cohabitation avec les personnes exilées donne à mieux comprendre les conséquences de ces décisions sur les parcours de vie. Piet est journaliste. Il vit à Anvers et témoigne :

« Nos relations avec les réfugié·es nous ont immergé·es dans leur monde, leurs soucis, leurs angoisses, leurs espoirs. Cela aide à changer nos avis et donne beaucoup d'empathie pour ce que ces personnes vivent et subissent. Nous connaissons beaucoup de réfugié·es, ex-réfugié·es, personnes sans papiers qui sont devenus des ami·es. »

Cette dimension de savoirs partagés est cruciale pour saisir la nature de l'engagement des accueillant·es et la consolidation de leur motivation dans une

certaine durée. La vie commune produit aussi une connaissance commune qui fournit aux accueillant·es des motivations à leur pratique. Cette connaissance est bien souvent une connaissance politique, qui fait glisser les citoyen·nes

« L'accueil citoyen n'est pas une forme anthropologique traditionnelle d'hospitalité, mais bien une hospitalité militante, conditionnée par des politiques considérées comme injustes et violentes par les citoyen·nes. »

subrepticement d'un imaginaire de l'humanitaire à un imaginaire plus militant. Anne fait part des violences policières dont ont été victimes ses invités :

« Ils me témoignent de faits qui ont eu lieu à Bruxelles, mais aussi à Bruges, Anvers et aussi en France. Ils sont restés en détention sans manger ni boire pendant parfois 48 heures, à plusieurs dans une pièce avec un seau au milieu pour se soulager. Ils ont reçu des coups et souvent leurs téléphones ont été détruits, leurs affaires prises et non rendues : sac, téléphone, argent, chaussures... »

Au cours de cette expérience, exilé·es et hôtes expérimentent, en mêlant leurs quotidiens, leurs histoires et croyances, le sentiment profond d'appartenir à un monde commun qui ne cesse pourtant de multiplier les clivages et, en conséquence, de hiérarchiser la valeur accordée à la vie de chacun·e. Dans un foisonnement de rencontres, au sein des foyers, dans les parcs, les gares, les squats et les centres d'hébergement, s'inventent des relations inédites, incluant le « don comme système social », une approche alternative aux « appareils politico-administratifs ». Pour de nombreux·ses citoyen·nes, la proximité devient source de conscientisation, d'une responsabilité morale à nourrir face à l'immobilisme du politique. Les réactions citoyennes au projet de loi sur les visites domiciliaires, initié en début d'année 2018 en Belgique, constituent un exemple frappant d'opposition, par la communauté des hébergeur·ses de migrant·es, à cette initiative visant à

autoriser la police à pénétrer dans les domiciles en vue d'arrêter une personne en séjour irrégulier.

L'accueil citoyen se détache ainsi progressivement des références à l'humanitaire et ce, essentiellement

pour deux raisons. Premièrement, là où la relation humanitaire implique une inégalité fondamentale entre la personne aidante et la personne aidée, la relation d'accueil vise au contraire à restaurer de la symétrie. Les personnes exilées ne sont pas considérées comme des « aidé·es », des « bénéficiaires », mais comme des « invité·es », des « amigrant·es », des « ami·es », voire des membres de la famille élargie. Ce déplacement sémantique, du lexique de l'aide à celui de la famille manifeste clairement la volonté d'utiliser la pratique de l'accueil comme instrument de constitution des exilé·es en sujets politiques et de production de l'égalité, le désir de protéger la vie des personnes migrantes en les sortant de leur *anonymie* et du hors-champ politique dans lequel elles ont été reléguées.

Deuxièmement, l'accueil n'est plus pensé comme un geste philanthropique, mais comme un acte de résistance. La contextualisation des pratiques d'accueil est cruciale : ce sont des éléments matériels, objectifs, historiques qui conduisent des citoyen·nes ordinaires à ouvrir leur porte aux exilé·es. Ces conditions extérieures consistent en violences d'État, en transgressions du droit national et des Droits de l'Homme, en illégalismes policiers, en politiques xénophobes. Alors qu'il semble impensable d'affronter l'État qui engage une politique aussi violente, les citoyen·nes, pour ne pas être impuissant·es, entrent en résistance par la pratique non violente de l'accueil.



Ces résistances souterraines, tantôt révélées, souvent invisibles, se tissent dans l'ombre des familles, de membres d'une communauté, d'un collectif ou encore entre habitant-es d'un même quartier.

Françoise vit seule dans le nord-ouest de la France, en Bretagne. Elle explique que depuis quelques mois elle s'engage bénévolement à *D'Ici ou D'Ailleurs* (DIDA), une association qui propose des activités contribuant à l'insertion des personnes vivant, ou de passage, dans la ville de Rennes. Cette association vise à la création de liens de solidarité entre ses habitant-es à travers des projets concrets comme l'accompagnement à l'apprentissage de la langue française, mais aussi dans toutes les difficultés du quotidien. Lorsque Françoise intègre l'association, elle propose une chambre libre chez elle pour héberger un migrant dans le besoin: «Je me sentais le devoir moral d'alléger les souffrances des migrants—ou au moins d'un!—dans la mesure de mes maigres moyens». En s'impliquant dans l'association, elle prend conscience qu'elle peut s'engager davantage que par l'hébergement. Elle commence à animer un atelier de français, puis propose de l'accompagnement administratif, médical et juridique et enfin organise des sorties et des activités. Aujourd'hui, elle dit lutter au quotidien contre les insuffisances et les injustices du système d'accueil des migrant-es en France: «J'ai déclaré la guerre au règlement Dublin (procédure selon le règlement 604/2013/UE du 26 juin 2013 dit Dublin qui peut mener à une expulsion vers un pays de l'Union dans lequel les personnes ont laissé leur empreinte, NDLR) expliquera-t-elle, «en me formant au quotidien sur la complexité juridique et administrative du droit d'asile et en tentant d'accompagner au mieux les demandeurs vers le succès de leurs démarches». L'association dans laquelle Françoise s'engage ne se positionne pas politiquement et ne se revendique pas de l'action militante. Mais soutenir des personnes exilées lui a fait prendre conscience d'enjeux politiques qu'elle ne soupçonnait pas. Elle témoigne:

«Dans le cas des migrations, il m'est difficile de faire de "l'humanitaire" sans

devenir critique vis-à-vis des détresses provoquées par le système d'asile français et européen. La question se pose constamment dans la façon dont nous nous substituons aux insuffisances et aux obligations non respectées de l'administration française (exemple:

hébergement), de ses fonctionnements kafkaïens (exemple: Dublin III, parcours du combattant à la préfecture...) et des violations des Droits de l'Homme commises par l'État français.»

En se moquant des frontières entre les pays, entre les villes et les zones rurales,

Héberger, s'organiser et résister

En novembre 2014, un jeune couple allemand, Mareikee et Jonas, accueillait chez eux un jeune demandeur d'asile malien. Ils lanceront rapidement la plateforme «Refugees Welcome» (*Flüchtlinge Willkommen*), que certains appelleront le *Airbnb* des réfugié-es. Aujourd'hui, le réseau *Refugees Welcome International*¹ propose d'échanger un logement privé avec une personne migrante—afin de lui proposer un logement sain, un environnement stimulant et l'apprentissage rapide d'une langue—contre la rencontre d'une culture différente et l'aide d'une personne dans une situation difficile. Le site propose de mettre en contact la personne qui s'y inscrit avec un-e migrant-e et de faire la demande à des ami-es et à des connaissances de financer le loyer, par micro-dons, pour une année. Une plateforme, née dans l'urgence, permet de réaliser un *crowdfunding*. En s'autofinçant sur une base participative, la toile du réseau *Refugees Welcome International* s'étend dans de nombreux pays tels que la France, l'Autriche, les Pays-Bas, l'Espagne, la Pologne, la Grèce, la Suède, l'Italie, la Roumanie [...]

L'initiative sera reprise en France via le réseau numérique d'accueil *Singa*—et en Belgique²—au travers de son projet «comme à la maison» (CALM) qui propose d'accueillir une personne sur plusieurs mois en favorisant d'une part une «intégration» rapide, un accueil digne, loin des camps et de la «vie» en rue. L'association *Utopia 56* organise pareillement en France depuis 2017, et en collaboration avec l'ONG *Médecins sans Frontières* depuis 2018, la mise en contact des migrant-es mineur-es non accompagné-es avec des hébergeur-ses. Ceux-ci s'engagent à garantir un hébergement décent, un accueil bienveillant et un soutien de la personne exilée «dans ses démarches administratives, de santé et d'apprentissage de la langue française»³. Le projet *In My Backyard* bien connu à Amsterdam permet de mettre en place des solidarités et d'héberger des migrant-es à l'échelle d'un quartier. Certains groupes vont privilégier la recherche de logements pour les réfugié-es dans leur quartier, d'autres organisent l'accueil chez l'habitant-e. À Paris, l'association *Quatorze* a réinventé le concept sous la forme de logements en *Tiny Houses*: de petites maisons de moins de 20 m², faites le plus souvent, en matériaux naturels, sont mises en place dans les jardins. Ils permettent d'accueillir en maintenant une certaine intimité pour les un-es, alors que pour d'autres, ces alternatives ouvrent leur espace habitable à davantage d'invité-es. D'autres initiatives individuelles consistent à aménager des caravanes, chalets de jardin ou tentes pour protéger momentanément les invité-es des dangers de la rue ou des menaces d'arrestation. De nombreux propriétaires de logements communautaires ou d'habitats groupés ont également coordonné leurs actions et ciblé leurs projets sur l'accueil de demandeur-ses d'asile ou migrant-es sans papiers ni logements.

1. <https://www.refugees-welcome.net/>

2. <https://www.singa-belgium.org/>

3. «*Utopia 56* organise alors le voyage et l'accueil du migrant dans son foyer d'accueil et veillera à son bon accompagnement par la suite, qu'il s'agisse de ses démarches légales ou administratives, de sa santé, de son apprentissage de la langue etc.» Consulté à l'adresse suivante: <http://www.utopia56.com/fr/accueilons-hebergement-citoyen>.

entre les âges et les appartenances identitaires, ces mobilisations donnent à voir les fruits d'une résistance plurielle, dissidente des politiques menées à l'égard des personnes migrantes. Les récits de ces pratiques contestataires offrent une compréhension de nouvelles formes d'agir qui demain s'étendront ou répondront à d'autres injustices.

L'accueil citoyen remet en question les principes mêmes du libéralisme et le partage des espaces qu'il implique. Pour les libéraux, la sphère privée est dédiée à l'exercice du choix individuel et au temps libre, libéré du travail et des contraintes sociales. Plus loin, l'accueil de l'étranger n'est précisément pas un problème qui relève de l'individu: il est une question qui doit nécessairement être prise en charge par l'État et faire l'objet d'une politique publique. Ainsi, dans la logique libérale, il ne peut y avoir qu'une politique publique d'accueil, tandis que la vertu d'hospitalité relève de la liberté appréciative de l'individu, parfaitement libre de ne pas être accueillant.

À cette manière de penser libérale, les accueillant-es opposent des références morales qui engagent des notions comme le devoir. Non seulement la sphère privée n'est pas celle d'un choix absolu, mais en plus, elle comporte des obligations sociales et morales, à commencer par celles de la famille. Accueillir n'est donc pas un «hobby», mais un acte qui s'impose par nécessité: on ne peut pas faire autrement. C'est en vertu de ce cadre de référence morale quasi-kantien qu'il faut essayer de comprendre l'accueil: la question que se posent les accueillant-es n'est jamais celle de savoir «pourquoi ils et elles accueillent?», mais celle-ci: «comment est-il possible que d'autres n'accueillent pas?».

Transformation de la maison en lieu du politique

Que se passe-t-il quand on accueille un-e exilé-e, qui plus est en longue durée? Cela implique une transformation radicale du lieu de vie domestique en lieu politique. La sphère du privé, de la famille, devient non seulement un foyer de démocratie, mais aussi un espace d'émancipation collective et de production

d'une société cosmopolite. Cependant, la pratique de l'accueil à la maison ne va pas sans difficulté. Elle est traversée par un imaginaire qui superpose les rapports d'oppressions sexuées propres à la sphère familiale traditionnelle et les rapports d'oppressions raciales.

D'abord, l'accueil est souvent disqualifié comme étant «un truc de femmes». La surreprésentation des

Parallèlement, l'accueilli-e, parce qu'étant une personne racisée, est «du côté des femmes», c'est-à-dire des dominé-es, des subalternes.

Ensuite, la condition clandestine de nombreux-ses accueilli-es ne facilite pas la création d'égalité: la maison devient-elle un lieu d'exploitation à la place d'être un lieu d'accueil? Si tel était le cas, l'accueil des exilé-es dans des

« La sphère du privé, de la famille, devient non seulement un foyer de démocratie, mais aussi un espace d'émancipation collective et de production d'une société cosmopolite. »

femmes dans l'accueil masque une hétérogénéité très forte. Il y a des femmes seules qui accueillent, des femmes de tout âge et situation—jeunes, divorcées, mamans solos, mamies—, et beaucoup de ces femmes accueillent au sein de leur couple ou de leur famille. Assimiler l'accueil à une pratique féminine relève de la division genrée traditionnelle des tâches: puisque l'accueil a lieu dans la sphère domestique, il est forcément une affaire de femmes, quand bien même il implique *de facto* le reste de la famille, puisque la femme, très souvent, vit avec son conjoint et ses enfants.

familles serait un instrument au service d'oppressions multiples.

Enfin, le fait que l'accueil s'inscrive dans une dynamique qui est celle de la famille risque de réactiver des postures qui sont, elles aussi, typiques des relations de pouvoir intra-familiales. C'est en particulier le cas des postures maternaliste et paternaliste. Le recours au vocabulaire de la famille masque parfois le désir de traiter l'accueilli-e comme un-e enfant, lui déniait son autonomie et s'arrogeant pouvoir et expertise afin de décider ce qui est le mieux pour lui ou elle. Dire, à l'instar des mouvements



« Le parc Maximilien a été l'épicentre de résistances tentaculaires et inédites. »

féministes des années 1960, que «le privé est politique», c'est reconnaître les rapports de pouvoir et les mécanismes de domination à l'œuvre dans la famille, mais c'est aussi considérer la famille comme le lieu potentiel d'une transformation politique, d'un *empowerment*, d'une émancipation. L'*empowerment* désigne la capacité à se construire comme sujet libéré des divers assujettissements, à faire fond sur sa volonté propre, à venir au pouvoir, à faire confiance à son jugement et à sa puissance d'action. Cependant, il ne saurait se produire dans l'isolement et s'inscrit dans une communauté sociale. Dans cette perspective d'auto-transformation collective, la pratique de l'accueil peut jouer un rôle de levier.

Protéger des violences

Pour les hébergeur·ses, la notion d'espace sûr (*safe space*) est fréquemment évoquée. Face à des personnes vulnérables comme des femmes et des enfants, le concept paraît évident. Pour tout individu qui en fait l'expérience, la vie à la rue est faite de tourments et de violences physiques et psychiques. Pour les personnes exilées, la crainte de l'arrestation policière est première, car nombre d'entre elles risquent l'enfermement dans un des nombreux centres de rétention (ou centres fermés en Belgique) que comptent les États européens. Une arrestation peut aussi mener à une expulsion vers un pays de l'Union dans lequel ils ont laissé leur empreinte (pour les «dubliné·es») alors qu'ils ont souvent éprouvé de nombreuses entraves aux passages des frontières : une hantise pour tous et toutes. À Bruxelles, l'initiative de *la Plateforme citoyenne de soutien aux réfugiés* est née, en 2017, d'une volonté citoyenne de s'opposer aux arrestations et aux intimidations policières. De fait, suite au démantèlement de la jungle de Calais, de nombreux·ses exilé·es ont fui vers Paris et Bruxelles pour trouver refuge. Le gouvernement belge a alors mis tout en place pour pousser les migrant·es à quitter la capitale. En face de l'Office des étrangers—où sont enregistrées les demandes d'asile—dans le parc Maximilien, se sont retrouvé·es de nombreux·ses migrant·es régulièrement

délogé·es de force par la police. Marjorie raconte l'origine de son investissement dans le mouvement citoyen :

«J'ai été touchée par la "crise" migratoire en Belgique dès 2015, mais c'est surtout à partir de l'été 2017 que j'ai été révoltée des actions de la police : rafles, violence... Les actions du gouvernement étaient honteuses et inhumaines, alors j'ai rejoint la *Plateforme*. À l'époque nous allions au parc tous les matins, très tôt, pour réveiller les centaines de personnes qui avaient dormi là et leur dire de partir, car nous savions que la police allait arriver et les embarquer. Le sens de nos actions était direct et pragmatique : réveiller les gens et tenter de les protéger de la police.»

Ce désir de protection qui naît à l'extérieur, là où, précisément, les migrant·es sont exposé·es, vulnérables, se prolonge à la maison, seul espace sûr. L'accueil citoyen est ainsi une façon de soustraire de façon immédiate les exilé·es aux dangers et menaces qui les guettent au-dehors. Il se distingue de la simple mise à l'abri matérielle, car la sécurité offerte par les accueillant·es n'est pas seulement matérielle, mais aussi affective et morale : la maison est un espace de confiance mutuelle où des inconnu·es se risquent à la cohabitation. Le pacte de confiance est décisif : la personne exilée accepte de se livrer à l'hôte·esse inconnu·e/le·la citoyen·ne accueillant·e expose son intimité en y introduisant l'étranger, l'étrangère.

À cet égard, l'accueil citoyen retravaille la famille comme lieu de refuge. La critique féministe occidentale et bourgeoise du patriarcat a laissé de côté tout ce que la famille peut comporter de crucial dans une politique du refuge. L'intellectuelle féministe bell hooks insiste sur ce point : pour beaucoup de femmes racisées et d'une classe sociale défavorisée, la famille est un espace de protection, d'authenticité, de sécurité, à l'abri de discriminations sexistes ou de violences racistes. Elle est un espace où peuvent s'exprimer des voix souvent peu ou pas entendues, où une participation à des décisions collectives redevient possible, où une prise de responsabilité se déploie, un espace où l'on apprend à respecter des règles

communes, à se répartir des tâches, des devoirs et des biens de manière égale, un lieu de discussion, de solidarité et de partage du pouvoir. C'est aussi une cellule de distribution de l'amour, au sens non pas sentimental et romantique, mais de l'altruisme. Le principe directeur de la famille est alors une disposition morale et politique désintéressée, capable de porter un intérêt collectif.

Conclusion

Un large mouvement solidaire va émerger et se construire autour de l'hébergement des migrant·es. Des centaines de familles ou personnes seules vont alors tenter de mettre en place des lieux d'accueil où l'on peut s'assurer de la sécurité des hébergé·es. Le parc Maximilien deviendra l'épicentre de résistances tentaculaires et inédites. Étant donné qu'autour de l'hébergement se sont articulées de multiples formes de réponses et d'engagements permettant l'organisation pragmatique d'hospitalités citoyennes largement adaptées aux besoins des personnes exilées, plusieurs milliers de personnes ont dès lors proposé leurs services et leurs compétences au profit d'un accueil digne. En s'impliquant, chacune d'entre elles a de ce fait participé à l'élargissement d'un cercle de militant·es, chaque jour plus conscient des effets des politiques migratoires appliquées en Belgique et en Europe. #

(*) Philosophe et militante, fondatrice de *Migration59*, réseau citoyen qui vient en aide aux migrant·es de Calais

(**) Anthropologue à l'UCLouvain

Pour aller plus loin

S. DJIGO, *Les migrants de Calais, enquête sur la vie en transit*, Agone, Marseille, 2016.
S. DJIGO, I. DELPHA, O. RAZAC et C. VOLLAIRE, *Des philosophes sur le terrain*, Creaphis, Grâne, 2022.
X. BRIKÉ, C. ALLEN et L. GILSON, *Migrations. Du mépris aux mobilisations solidaires*, Academia, Coll. Transitions sociales et résistances, Louvain-la-neuve, 2022.